

# INTRODUCTION GÉNÉRALE

---

*Françoise DUREAU et Vincent GOUËSET*

## **La ville, miroir des changements de la société colombienne**

La ville a constitué, en Colombie au XX<sup>e</sup> siècle, à la fois le théâtre et un des moteurs principaux des changements sociétaux. Bien que l'urbanité et la fondation de villes concentrant tous les pouvoirs soient un fait inhérent à l'histoire de toute l'Amérique hispanique depuis la Conquête jusqu'à nos jours, la Colombie était restée peu peuplée et majoritairement rurale jusqu'au milieu du siècle passé. Depuis, tout a contribué à faire de la Colombie une nation de citadins, et des villes un milieu de plus en plus complexe. Le mouvement de transition démographique, amorcé à la fin des années 1930 et encore inachevé à ce jour, a fait passer l'effectif de la population colombienne de 9 millions à plus de 37 en un demi-siècle, une évolution qui est en grande partie une « transition urbaine », puisque le rapport entre les citadins et les ruraux s'est inversé sur la même période : les deux tiers des Colombiens vivaient en ville lors du dernier recensement de 1993, contre moins d'un tiers seulement un demi-siècle plus tôt. Plus nombreuses, les villes colombiennes sont aussi beaucoup plus grandes qu'autrefois, constituant parfois de vastes métropoles : quatre d'entre elles dépassent un million d'habitants, et la capitale Bogotá, qui atteignait tout juste 100 000 habitants au seuil du XX<sup>e</sup> siècle, est devenue aujourd'hui une métropole de plus de six millions d'habitants.

Ce mouvement d'urbanisation, dont le décollage à partir des années 1930 a coïncidé avec la crise du modèle agro-minier exportateur et le processus d'industrialisation par substitution aux importations, a surtout été alimenté par l'exode rural<sup>1</sup> au départ et par un marasme des campagnes colombiennes aggravé par l'épisode tragique de la *Violencia*<sup>2</sup> dans les années 1950. Mais la croissance urbaine, d'abord largement exogène, a rapidement répondu à une logique plus endogène, trouvant ses propres ressorts dans le dynamisme démographique des populations urbaines, jeunes et fécondes. Ce dynamisme démographique s'est appuyé sur la concentration dans les villes d'activités de plus en plus nombreuses et diversifiées. Chaque nouveau cycle économique a

---

<sup>1</sup> Sans provoquer toutefois un dépeuplement des campagnes, dont l'effectif de population n'a jamais cessé d'augmenter tout au long du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> Tous les termes espagnols de l'ouvrage sont définis dans le lexique de l'annexe 4.

renforcé la primauté urbaine, surtout celle des plus grandes villes : industries, services intermédiaires et supérieurs, fonctions de commandement ou d'encadrement régional, activités marchandes, ouverture sur l'extérieur... Avec la mondialisation et la libéralisation économiques, le degré d'internationalisation des villes colombiennes est devenu dans les années 1990 un facteur de développement décisif.

Les villes ont donc constitué, sur le plan économique et social, mais aussi politique et culturel, un prisme permettant d'observer les mutations qui ont affecté ce pays au cours du XX<sup>e</sup> siècle, en particulier au cours des trois dernières décennies, qui constituent la période de référence de cet ouvrage<sup>1</sup>. En effet, la Colombie a enregistré depuis les années 1970 des changements nombreux, qui correspondent pour l'essentiel à des tendances continentales et mondiales, infléchies parfois par des spécificités nationales et sont riches de conséquences sur la dynamique urbaine.

Sur le plan démographique, la dynamique urbaine est marquée par le passage d'un cycle de croissance qui avait atteint dans les années 1960 des taux très élevés à l'échelle mondiale, à un cycle de ralentissement de la croissance, parallèlement à l'apparition de formes de mobilité spatiale de plus en plus complexes, s'écartant du modèle autrefois dominant de l'exode rural. Ces changements se sont accompagnés d'un renouvellement de l'approche classique du processus d'urbanisation et de concentration urbaine. La croissance démographique des villes, leur expansion spatiale, avec en corollaire la ségrégation socio-spatiale et le développement des quartiers d'habitat précaire, et plus généralement celui de la pauvreté urbaine, ont longtemps concentré l'attention des pouvoirs locaux et celle des chercheurs. Les études menées à l'époque semblent souvent, rétrospectivement, imprégnées d'une vision alarmiste de l'urbanisation, qui voyait volontiers dans « l'explosion urbaine » ou le « gigantisme » des villes les stigmates d'une « crise urbaine » affectant l'ensemble de la société. Cette vision a progressivement cédé le pas, dans les années 1980 et 1990, à des approches plus variées du fait urbain, à mesure que les taux de croissance diminuaient et que les grandes villes devenaient le cadre de vie familier de populations de plus en plus nombreuses<sup>2</sup>, encore jeunes, et perdant rapidement les repères de la Colombie rurale d'autrefois. Moins marquées par le contexte d'urgence et d'informalité qui caractérisait la période antérieure, les villes colombiennes sont entrées aujourd'hui dans une phase de relative « maturité » où la gestion du « stock urbain » accumulé au cours des décennies précédentes, en voie de densification et

<sup>1</sup> Pour des contraintes d'ordre statistique, les observations faites à partir des recensements sont essentiellement comprises entre celui de 1973 et le dernier disponible, qui date de 1993 (voir la présentation des sources d'information en annexe 2).

<sup>2</sup> En 1993, les trois quarts des citoyens résidaient dans des villes de plus de 100 000 habitants.

parfois même de régénération, prend souvent le pas sur la question de l'expansion des quartiers périphériques. Cette dernière se pose d'ailleurs en des termes renouvelés, dans la mesure où elle s'opère pour l'essentiel au-delà des limites administratives des villes-centres, ce qui soulève des enjeux d'ordre institutionnel à une échelle métropolitaine voire régionale, une situation autrefois rare en Colombie, en dehors de l'aire urbaine de Medellín.

Sur le plan politique, en dépit de la persistance d'une situation intérieure très conflictuelle, où un nombre croissant de factions armées (guérillas, mafias de la drogue, groupes paramilitaires) sont entrées en rébellion contre l'autorité de l'État, la Colombie a connu à partir des années 1980 un double processus de démocratisation<sup>1</sup> et de décentralisation dont le point d'orgue a été l'adoption en 1991 d'une nouvelle Constitution. Celle-ci a entraîné dans son sillage une multitude de réformes légales et institutionnelles, en particulier en termes d'aménagement du territoire : compétences accrues des collectivités locales et mesures d'assainissement financier, incitation puis obligation de procéder à une planification municipale et urbaine... Les implications de ces réformes, qui ont été conçues pour améliorer les conditions d'exercice et l'efficacité de l'action publique, sont *a priori* importantes en termes de gestion et de dynamique urbaines. On en mesure aujourd'hui seulement les effets sur le long terme.

Sur le plan économique, l'échec du modèle latino-américain de développement, qualifié usuellement de « substitutif », a sans doute été moins violent en Colombie qu'ailleurs dans les années 1980, grâce notamment aux retombées positives du narcotrafic, alors au faîte de sa puissance. Cette embellie relative n'a pas empêché la Colombie de procéder au même virage néolibéral que le reste du sous-continent durant les années 1990, en ouvrant son marché intérieur au commerce international et aux investissements étrangers, et en procédant à une série d'ajustements structurels qui ont impliqué un désengagement progressif de l'État et une modification de ses règles d'intervention dans la sphère économique. Là encore, les conséquences urbaines de ces changements sont importantes : le champ d'action des pouvoirs locaux s'est déplacé, la nature des relations entre l'État et le secteur privé (secteur immobilier, entreprises de transports, établissements commerciaux...) a évolué, et les entreprises de services publics, qui avaient largement contribué à « faire » la ville depuis le début du cycle de croissance urbaine accélérée, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, ont également vu leur rôle et leur mode de fonctionnement se transformer.

---

<sup>1</sup> Une démocratisation menée simultanément « par le haut », avec l'élargissement du principe électoral à de nombreuses charges publiques (et un contrôle en principe accru du pouvoir des représentants de l'État), et « par le bas », avec la mise en place de formes nombreuses et volontiers innovantes de « participation citoyenne » dans la conduite des affaires publiques locales.

Les années 1980 et 1990 ont également consacré un tournant culturel majeur dont l'écho, moins centré sur la problématique urbaine *stricto sensu*, est néanmoins largement discuté dans cet ouvrage : le retour de la question ethnique, consacré par la reconnaissance, dans la Constitution de 1991, du caractère multi-ethnique et pluri-culturel de la Nation. Autrefois focalisée sur les revendications foncières des communautés indiennes et souvent rattachée, de ce fait, aux problèmes agraires, la question ethnique est revenue dans une perspective plus large, à la fois identitaire, culturelle, territoriale, sociale et politique. La reconnaissance des minorités ethniques indiennes et afrocolombiennes<sup>1</sup>, la prise en compte des discriminations dont celles-ci ont été – et demeurent parfois aujourd'hui encore – victimes dans l'histoire nationale, ont conduit à une série de mesures en faveur de ces populations, comme la Loi 70 de 1993 en faveur des communautés noires. Par ces mesures, assez radicales, l'État reconnaît des droits collectifs aux populations indiennes et noires sur un tiers environ du territoire national. Si ces nouveaux « territoires ethniques » sont localisés pour la plupart dans des zones rurales périphériques, leur interférence sur la thématique urbaine n'en est pas moins forte, surtout pour les populations afrocolombiennes. D'abord parce que la prise de conscience et la mobilisation de ces dernières et de leurs leaders ont souvent été le fait des élites urbaines<sup>2</sup>. Ensuite parce que les « territoires ethniques » ont reposé la question des relations villes-campagnes, dans un contexte où l'étude des mobilités individuelles a clairement montré que les émigrants ayant quitté leurs campagnes d'origine n'en gardent pas moins un lien souvent fort (et cyclique) avec celles-ci. Enfin parce que le retour des considérations ethniques et raciales dans le débat public a permis de reposer le problème des discriminations faites aux

<sup>1</sup> Sur la définition des catégories ethniques en Colombie, voir l'annexe 3. La reconnaissance de « communautés noires » est une véritable nouveauté. Elle concerne surtout les populations riveraines du Pacifique, descendantes des anciens esclaves et des individus libres réfugiés là au fil du temps, et faiblement métissées. La côte Pacifique est aussi une des régions les plus rurales et pauvres de Colombie. Le mouvement récent d'urbanisation de ces populations, dans les villes de la Côte ou celles de l'intérieur (comme Cali), ainsi que l'intégration progressive du littoral Pacifique au marché mondial (par les activités extractives notamment) ont contribué à mobiliser politiquement ces populations afrocolombiennes, autour de revendications tout à la fois culturelles, foncières, écologiques, économiques et sociales (logement, éducation, travail...).

Dans l'ensemble de l'ouvrage, nous avons pris le parti d'écrire les dénominations ethniques ou raciales en lettres minuscules. Cela nous semble préférable à céder à l'usage courant qui transforme une apparence approximative et socialement construite en une catégorie d'appartenance pour laquelle le substantif, rendu à l'écrit par la majuscule, renvoie à l'idée d'une identité qui serait « objective » et presque « naturelle ».

<sup>2</sup> Les indiens de Colombie n'apparaissent pas pour le moment comme des acteurs sociaux très représentés en ville ni attachés à des revendications urbaines, en raison notamment de leur faiblesse démographique, de leur résidence majoritairement rurale, et de l'attachement historique des mouvements indiens à la récupération des territoires « ancestraux », rarement localisés en ville.

minorités en général, un problème que l'opinion courante considèrerait volontiers comme mineur en Colombie, surtout au regard de l'acuité du problème aux États-Unis. Un regard attentif sur le sujet montre au contraire que cette question garde toute sa pertinence, surtout en milieu urbain où le racisme est susceptible de redonner aux questions classiques de la ségrégation socio-spatiale et de l'ostracisme culturel une dimension supplémentaire, pour les populations noires en particulier.

### **Le renouvellement des thématiques de recherche urbaine en Colombie**

Dans un contexte scientifique fortement marqué par les courants structuralistes, notamment ceux d'influence française (comme l'École de la dépendance), la recherche urbaine en Colombie, d'une qualité trop souvent méconnue à l'extérieur, a longtemps privilégié, dans la compréhension du fait urbain et des mouvements sociaux qui l'accompagnent, une lecture institutionnelle et fonctionnelle de la ville, mettant en avant les structures sous-jacentes à l'organisation de la société et de l'espace, ainsi que les mécanismes opérant à une petite échelle : mouvement national de croissance et de concentration urbaine, dépendance Sud-Nord inhérente au système capitaliste, plus récemment virage néolibéral et mondialisation... Ces approches procèdent en général de façon segmentée : sont envisagés tour à tour les mécanismes de la croissance urbaine, les flux migratoires (dont l'exode rural) et les caractéristiques démographiques des populations citadines, les formes urbaines avec la croissance incontrôlée des quartiers périphériques ou les processus de ségrégation socio-spatiale, ou encore les politiques de la ville et la représentation des acteurs sociaux sur la scène urbaine locale.

Au fil du temps, sous l'influence notamment de la transition vers une nouvelle phase de croissance urbaine évoquée plus haut, elle-même indissociable des changements de modèles politiques et économiques, et sous l'influence aussi des nouveaux paradigmes scientifiques qui se sont diffusés en Colombie dans les années 1980 et 1990, la recherche sur les villes colombiennes a progressivement intégré des thématiques nouvelles. La décentralisation, la démocratisation des modes de gestion urbaine, la participation citoyenne, la culture urbaine et la reconnaissance des identités individuelles et collectives, l'environnement, etc., ont pris une place croissante dans le champ des études menées sur la ville.

Un des changements les plus marquants reste peut-être la reconnaissance du rôle des habitants comme acteurs à part entière de la production de la ville, par leurs pratiques individuelles ou familiales et par leur mode de vie. Longtemps resté mal connu, ce rôle est aujourd'hui largement réhabilité par les scientifiques comme par les politiques. La Colombie dispose maintenant d'une

série d'observations menées dans différentes villes dans les années 1990, mettant en œuvre différentes méthodes de collecte et d'analyse qui permettent de mieux observer les comportements résidentiels des habitants et leur rôle dans le développement urbain : enquêtes démographiques, approche anthropologique, analyses biographiques, analyse systématique des données quantitatives mais aussi qualitatives<sup>1</sup>...

Le croisement, devenu possible, entre les deux types d'approche de la ville évoqués ici, l'une « par le haut », institutionnelle et structuraliste, et l'autre « par le bas », d'avantage individuelle et biographique, est maintenant jugé nécessaire par de nombreux auteurs. Il n'a pourtant été mené que très rarement de façon systématique, et encore moins de façon systémique.

### **Genèse d'un projet interdisciplinaire**

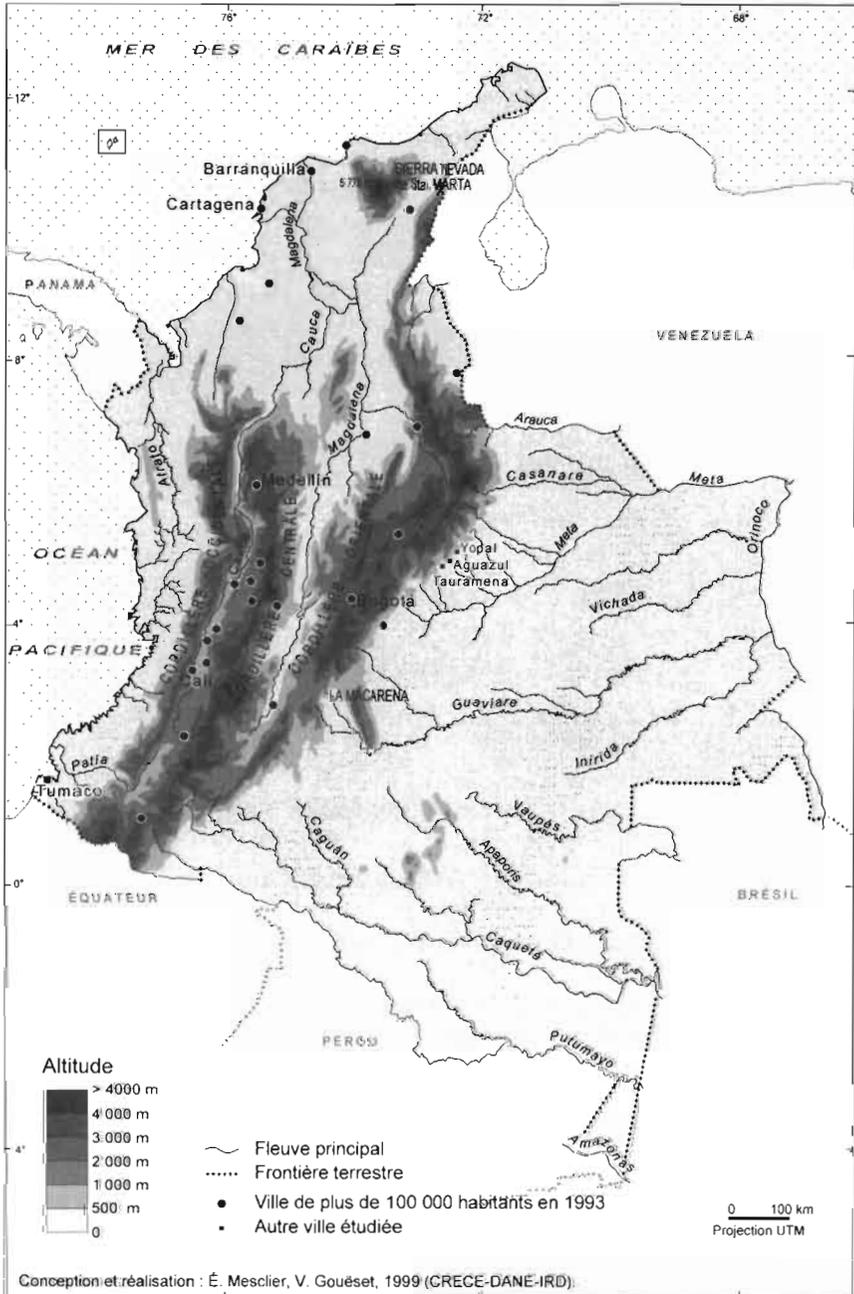
C'est précisément cette volonté de mener une lecture des villes colombiennes croisant les angles d'attaque et les disciplines, qui a guidé l'esprit de l'équipe mobilisée par la rédaction du présent ouvrage.

Organisé de façon informelle au départ, sur la base d'une connaissance réciproque des recherches urbaines et sociales menées par différents chercheurs français en Colombie et dans d'autres pays latino-américains, le collectif réuni dans le présent ouvrage s'est constitué formellement au début de l'année 2000, en réponse à un appel à propositions de recherche du GIS Réseau Amérique latine, qui nous a conduit à élaborer un programme intitulé « *Recompositions urbaines en Amérique latine : une lecture structurée à partir du cas colombien* ». Sans idée préconçue à l'époque sur la forme précise que prendraient les résultats de cette collaboration, les chercheurs impliqués avaient le souci très clair de mettre en commun leurs savoirs, leurs méthodes, leurs concepts, leurs terrains et leurs résultats de recherche respectifs pour élaborer une lecture croisée du fait urbain en Colombie. Celle-ci devait permettre à chacun d'entre eux, profitant de l'expérience, du savoir-faire et de l'ancrage disciplinaire ou épistémologique des autres membres de l'équipe, d'exposer ses travaux au regard des autres, et de les analyser sous un jour nouveau. Ainsi menée, la confrontation des principaux résultats nous a permis de réexploiter nos matériaux respectifs pour produire des connaissances nouvelles par rapport aux résultats acquis dans le cadre de chacun des programmes de recherche, des innovations que seuls les croisements de perspectives et les collaborations menées à l'intérieur de chaque chapitre ont rendues possibles.

---

<sup>1</sup> Voir la présentation des sources d'information en annexe 2.

Carte 0.1 – Le relief de la Colombie et les villes étudiées



C'est ainsi, par exemple, que la connaissance intime des pratiques individuelles et familiales de l'espace urbain, réinscrit dans un champ migratoire élargi et fonctionnant de façon cyclique, ouvrait de nouvelles pistes au travail mené par d'autres sur l'action publique et les politiques de la ville dans une métropole comme Bogotá. Parallèlement, les travaux d'analyse spatiale sur la dynamique du réseau urbain colombien prenaient un relief nouveau dès lors qu'on replaçait la croissance des villes dans l'optique des stratégies migratoires et des comportements démographiques des individus et des ménages. Inversement, la connaissance de cette dynamique d'ensemble du réseau urbain colombien sur le long terme donnait au travail sur les migrations un cadre permettant de mieux resituer les mouvements de populations. Dans un autre registre, les recherches sur la violence prenaient, une fois réinscrites dans le contexte des dynamiques urbaines, une orientation nouvelle permettant d'enrichir en retour le spectre déjà large en Colombie des études sur la violence. Autre exemple, la prise en compte de la variable « ethnique », appréhendée sous un angle socio-anthropologique, éclairait sous un angle nouveau la question, classique dans les villes d'Amérique latine, de la ségrégation socio-spatiale, tandis qu'à l'inverse une entrée strictement urbaine contribuait à changer sensiblement la perspective des études sur le fait ethnique en Colombie, d'ordinaire plutôt centrées sur les repères et les marquages identitaires « traditionnels » des sociétés concernées, plutôt ruraux à l'origine. Le changement d'échelle qu'a imposé à chacun cet effort collectif, confrontant les terrains d'étude (présentés dans l'encadré 0.1 et la carte 0.1) et opposant le cas de villes très grandes, comme Bogotá, à celui de villes parfois très petites, comme Tauramena, tout en réinscrivant l'ensemble de ces observations dans le contexte d'un système urbain national, a rajouté un attrait supplémentaire à l'exercice.

L'équipe des chercheurs réunis pour l'élaboration de cet ouvrage, forte d'une expérience assez longue de recherche dans des projets et des équipes de recherches binationales, se situe au carrefour de deux communautés scientifiques, française et colombienne. S'appuyant sur une connaissance précise de la réalité urbaine colombienne, les chercheurs engagés se sont efforcés d'apporter une « lecture croisée » sur les villes, en puisant dans les débats, les paradigmes et les méthodes respectifs des deux communautés, ainsi que dans le bagage conceptuel de leur discipline : la géographie, l'urbanisme, la sociologie, l'anthropologie, la démographie ou la statistique. Conscients du décalage culturel – voire épistémologique – pouvant exister entre la France et la Colombie et de ses risques (celui de l'ethnocentrisme, conscient ou inconscient) mais aussi de ses avantages (celui d'une extériorité scientifique et affective – en réalité toute relative – à l'objet d'étude), nous avons été soucieux de tirer parti

de cette position intermédiaire, en mettant à profit notre bagage scientifique français, chaque fois que c'était possible, tout en évitant de transposer hâtivement des concepts inappropriés à la réalité colombienne. De même, notre souhait est de replacer cette étude de la réalité nationale colombienne dans une perspective latino-américaine, voire internationale, afin de faire la part de la spécificité et de l'universalité des faits analysés, dans le but de « désingulariser » le cas colombien, souvent considéré comme unique dans le champ des sciences sociales. Les séminaires de réflexion menés pour chaque chapitre, auxquels ont été systématiquement invités des chercheurs travaillant sur d'autres régions d'Amérique latine ou du Monde, ont répondu à cet effort de confrontation dialectique.

### **Le choix des thèmes et des lieux**

Il était certes impossible de traiter de toutes les recompositions urbaines. Les politiques urbaines nationales n'avaient par exemple pas fait l'objet de recherches approfondies, pas plus que la mutation des systèmes productifs urbains. La diversité même des mutations urbaines abordées dans les travaux des chercheurs de l'équipe interdisait aussi de les prendre en compte dans leur intégralité. Deux préoccupations ont guidé notre choix : la volonté de produire des résultats complémentaires aux connaissances déjà acquises sur les villes de Colombie ; et le souci de proposer, à partir de nos études particulières, des lectures plus générales sur les villes colombiennes, qui puissent contribuer aux débats en cours dans la communauté scientifique internationale.

Seul un petit nombre de villes avaient fait l'objet de travaux approfondis. À partir de ce panel composé de sept villes, il n'était pas question de prétendre appréhender l'ensemble des transformations en cours dans les villes des différentes régions de la Colombie. Mais dans cet ensemble de villes, varié en termes de taille comme de localisation, les recompositions urbaines se réalisaient avec une intensité particulière. La diversité des approches menées sur ces villes et la richesse des informations collectées permettaient d'envisager des collaborations novatrices, au croisement entre une approche macro et une approche micro du fait urbain.

C'est le résultat de ces travaux qu'on propose ici de faire partager à des lecteurs ne travaillant pas sur la Colombie : il s'agit bien d'une lecture de la ville « structurée » à partir de nos expériences colombiennes, et qui pourra être confrontée à d'autres situations, latino-américaines ou mondiales.

**Encadré 0.1 – À propos des lieux étudiés dans l'ouvrage...<sup>1</sup>****Colombie** (organisation administrative du territoire).

D'une superficie totale de 1 138 000 km<sup>2</sup>, le territoire colombien est subdivisé, selon la Constitution de 1991, en trois échelons : la Nation, les départements (32 plus le District Capital de Bogotá : carte 0.2) et les municipes. La Colombie compte actuellement 1098 municipes, dont trois jouissent d'un statut spécifique de District Touristique (Cartagena et Santa Marta) ou Industriel et Portuaire (Barranquilla). La décentralisation a renforcé l'autonomie des départements et davantage encore celle des municipes. La nouvelle Constitution prévoit également l'existence d'autres entités territoriales, à l'échelle régionale ou locale, comme les « Territoires » des communautés indigènes et noires (des entités infra-municipales), ou encore les « Aires Métropolitaines » (des entités inter-municipales), peu nombreuses et fonctionnant avec difficulté, car elles limitent notamment l'autonomie des municipes engagés.

**Ville.**

L'institut national de la statistique colombien, le DANE (*Departamento Administrativo Nacional de Estadística*), considère que la population urbaine correspond à celle des chefs-lieux de municipes. Pour l'analyse du système de villes menée dans le chapitre 1, nous avons utilisé un seuil statistique de l'urbain plus restrictif, ne retenant que les chefs-lieux de plus de 15 000 habitants en 1993. Sur les 164 villes ainsi définies en Colombie, huit sont des aires métropolitaines, constituées par la coalescence de plusieurs chefs-lieux. Chaque ville est subdivisée en « quartiers », désignés sous le terme de *comunas* (communes) dans les municipes ordinaires (Cali en compte 21) et de *localidades* (localités) à Bogotá (composé de 19 localités urbaines et de la zone rurale du Sumapaz). Par commodité, nous emploierons indifféremment le terme « d'arrondissement », pour désigner ces deux subdivisions dans les grandes villes de Colombie.

**Bogotá.**

Capitale de la république colombienne, au cœur d'une agglomération de plus de six millions d'habitants. La ville jouit d'un statut de « District Capital », indépendant du département du Cundinamarca où elle est pourtant située (et dont elle reste la capitale) ; un statut proche de celui des autres municipes de Colombie, mais doté également des prérogatives attribuées aux départements. La croissance de la ville déborde aujourd'hui dans une vaste couronne métropolitaine (banlieues et municipes périurbains), peuplée d'environ 0,7 million d'habitants en 1993. Le relatif isolement géographique de Bogotá, situé à 2 600 m dans une haute plaine de la Cordillère orientale des Andes (la *Sabana*) a longtemps limité sa croissance et permis l'essor de métropoles concurrentes (Medellín, Cali, Barranquilla...). Ce handicap est aujourd'hui comblé, et la ville concentre une part croissante de l'économie nationale, notamment dans les branches d'activités les plus modernes, ce qui lui vaut aussi d'être la ville la plus attractive du pays pour les migrations de population.

**Cali.**

Capitale du département du Valle del Cauca, peuplée de 1,8 million d'habitants au recensement de 1993, Cali est devenue, au terme d'un siècle de croissance rapide, la métropole incontestée du sud-ouest colombien. Ouverte sur le Pacifique grâce au port de Buenaventura, la ville a largement bénéficié du dynamisme de la filière agro-exportatrice locale (sucre et café), ainsi que d'un afflux précoce d'investissements étrangers qui ont permis l'essor d'une industrie moderne. Cette conjoncture favorable lui a valu de recevoir d'importants flux

<sup>1</sup> Pour plus de précisions, consulter les définitions (annexe 3) et le lexique des termes en espagnol (annexe 4).

migratoires de tout le sud-ouest de la Colombie, et lui permet aujourd'hui de rayonner sur une large région métropolitaine qui déborde sur le département voisin du Cauca. C'est aussi, grâce aux populations venues de la côte Pacifique et des anciennes zone de plantations du *Valle*, une des villes les plus « afrocolombiennes » de la région andine. Au milieu des années 1990, la croissance économique de Cali a connu une chute brutale liée à la détérioration de la conjoncture nationale, sévèrement amplifiée par la chute des cartels locaux de la drogue. Accompagnée d'une très grave crise sociale, cette récession pèse aujourd'hui lourdement sur l'économie *caleña*.

### **Cartagena.**

Deuxième ville de la côte Caraïbe avec 700 000 habitants en 1993, Cartagena a hérité de son passé colonial la splendeur de ses monuments, consacrée par l'inscription de la ville au Patrimoine mondial de l'humanité en 1984, mais aussi le métissage de sa population, qui rappelle que ce fut aussi le premier port esclavagiste de l'actuelle Colombie. Cartagena, qui a longtemps souffert de la concurrence de Barranquilla, mieux située au débouché du río Magdalena sur la côte, a connu des phases alternées de déclin et de reprise depuis l'indépendance. Le sort de Cartagena, largement dépendant de facteurs exogènes (base militaire, activités industrielles et portuaires...) est surtout lié aujourd'hui à l'essor du tourisme national et international. L'empreinte du tourisme, puissante, renforce la dualité d'une ville très marquée par les inégalités et par une ségrégation non seulement socio-spatiale, mais aussi raciale.

### **Tumaco.**

Deuxième port du Pacifique colombien et deuxième ville du département du Nariño, Tumaco n'en demeure pas moins une ville moyenne de 65 000 habitants en 1993, située au cœur d'une région pauvre et périphérique. Son histoire est marquée du sceau de l'esclavage, à l'image de la forte polarisation socio-raciale qui structure, aujourd'hui encore, l'espace et la société *tumaqueños*. La ville, qui vit au diapason des cycles d'activités extractives dominant depuis toujours l'économie locale (mines, ressources forestières, aquaculture ou encore, plus récemment, trafic de drogue...), occupe toutefois une position d'interface stratégique entre les campagnes de la Côte et les villes des Andes.

### **Yopal, Aguazul, Tauramena.**

Capitale du Casanare, Yopal compte 43 000 habitants en 1996, alors que Aguazul et Tauramena ne sont peuplées respectivement que de 11 000 et 7 000 habitants. Le Casanare, un vaste département périphérique et rural du nord-est de la Colombie, demeurait peu peuplé et faiblement urbanisé jusqu'à la découverte de gisements pétroliers dont l'exploitation, au début des années 1990, a entraîné un essor économique et un afflux migratoire spectaculaires. Tauramena et Aguazul étaient le siège de deux gigantesques puits de pétrole, Cusiana et Cupiagua. Aucun puits n'était exploité sur le territoire municipal de Yopal, mais la ville était le siège de nombreuses activités d'encadrement pétrolier et d'une prospection intense.

## **L'organisation de l'ouvrage**

Le **premier Chapitre** procède à un exercice inédit en Colombie : dresser un tableau général de la dynamique du réseau urbain colombien au cours de la période récente (1973-1993, en remontant parfois, lorsque c'était utile et possible, jusqu'au recensement de 1951), en cherchant à identifier, à partir des méthodes de l'analyse spatiale, les processus de croissance, de

diffusion et de concentration urbaine à l'échelle nationale, ainsi que les principaux facteurs démographiques de la croissance (mouvement naturel, apport migratoire, caractéristiques de la population urbaine). Cette première approche, qui permet de dégager l'existence de plusieurs modèles régionaux d'urbanisation, représentés sous une forme graphique, montre le caractère systémique de la dynamique urbaine en Colombie. Celle-ci obéit à des logiques souvent proches de celles observées en Europe, relativement indépendantes de la conjoncture économique des villes ou des politiques publiques menées à leur égard, et davantage sensibles à des paramètres strictement démographiques ou spatiaux : effet de la taille initiale des villes, de leur localisation dans le maillage urbain national, de la densité du peuplement rural alentour, ou encore de la distance aux plus grandes métropoles. La croissance des villes est également très sensible aux flux migratoires, qui favorisent les plus grandes villes et leur périphérie. Cette étude préalable nous montre qu'aucune ville ne peut être isolée du contexte urbain national : toutes évoluent de façon interdépendante avec le reste du réseau, ce qui relativise le poids des facteurs économiques, politiques ou culturels propres à chacune d'elles.

Le **Chapitre 2** s'intéresse ensuite au facteur qui introduit les plus grandes disparités dans les trajectoires de croissance démographique des villes : la mobilité spatiale. L'étude s'appuie sur l'analyse conjointe de l'information, classique, des recensements sur les effectifs et les caractéristiques des migrants, et de celle recueillie dans des enquêtes réalisées entre 1993 et 1998 à Bogotá, dans des villes du Casanare, à Cali et dans le municipale de Tumaco. Ces collectes permettent d'appréhender, au niveau des individus et de leurs unités familiales, les changements durables de résidence, mais aussi les mouvements pendulaires, les mobilités circulaires ou les multi-résidences. Les exemples analysés montrent une évolution générale récente des comportements migratoires qui traverse les contextes locaux. L'intensification de la mobilité, la diversification de ses formes et les changements dans l'orientation et dans la composition des flux qui caractérisent les années 1990 affectent de manière nouvelle les lieux qu'elle met en relation. La différenciation des comportements migratoires, abondamment illustrée, témoigne de la diversité des registres de la mobilité, mais aussi des contraintes de son emploi par les individus et les unités familiales. Ce qui est constant, en revanche, c'est le principe d'un espace de reproduction multilocal, et la tendance qu'il montre à s'élargir considérablement, bousculant l'organisation traditionnelle en bassins migratoires régionaux autour des métropoles colombiennes, ainsi que les modes d'administration et de gestion du territoire.

Carte 0.2 – Le maillage administratif en 1993



Source : Documento CEDE 96-05, CEDE-ORSTOM, 1996

Conception et réalisation : F. Dureau, O.Pissoat

Le **Chapitre 3** introduit une nouvelle échelle, celle de l'analyse intra-urbaine des grandes villes colombiennes, à partir des exemples de Bogotá et de Cali. Menée dans une perspective comparative et diachronique (des années 1970 à la fin des années 1990), cette étude met en relation les modèles de développement métropolitain, les distributions spatiales des densités et les divisions sociales de l'espace. Le rôle des habitants, à travers leurs logiques résidentielles et leurs pratiques de mobilité, dans la production des formes métropolitaines contemporaines est examiné ; réciproquement, sont considérées les modifications des comportements des habitants imposées par l'évolution des structures métropolitaines. En Colombie, le processus ségrégatif marque fortement les systèmes de représentation des différents acteurs urbains, habitants et décideurs, sans avoir pour autant fait l'objet d'une analyse approfondie. L'accès aux fichiers individuels des recensements et les données sur la mobilité intra-urbaine recueillies dans nos enquêtes permettent de réaliser un diagnostic inédit, précis, à différentes échelles, de la dynamique du peuplement et des divisions sociales des deux villes. L'exercice met en évidence le changement de modèle de croissance de Bogotá, bien amorcé : la dynamique d'expansion périphérique a cédé la place à une dynamique dominée par la redistribution des populations dans l'espace, associée à une diversification des échelles de la ségrégation résidentielle. À Cali, l'héritage historique d'une division sociale de l'espace en grands blocs à l'échelle de la ville entière perdure et s'étend en périphérie. L'étude de la dimension raciale de la ségrégation montre aussi qu'il n'existe pas à Cali de ghetto racial au sens que prend ce terme aux États-Unis ; la ségrégation résidentielle de la population noire existe néanmoins, s'exprimant à des échelles et avec des modalités variables en fonction de l'appartenance sociale.

Le **Chapitre 4** approfondit la question de la construction identitaire en ville, et des relations réciproques entre identités citadines et structures urbaines. Comment les « identités urbaines » se combinent ou s'opposent-elles à d'autres modalités d'affirmation identitaire, notamment socio-raciale et ethnique ? En quoi les appartenances raciales et ethniques contribuent-elles à la production de la ville ? En quoi sont-elles produites par la ville ? Autant de questions qu'aborde ce chapitre à propos des populations afrocolombiennes. Le parti adopté est de confronter trois approches volontairement diverses, dans trois villes de taille et d'histoire contrastées : à Cali, l'analyse statistique des déterminants des inscriptions identitaires ethniques ou raciales déclarées dans une enquête quantitative ; à Cartagena, l'analyse anthropologique de situations d'interaction entre des personnes qui considèrent leurs appartenances raciales comme différentes ; à Tumaco, une entrée en termes de géographie et d'histoire politique

sur le temps long. Le croisement des conclusions obtenues dans les trois contextes urbains est riche d'enseignements sur les processus de construction de l'identité noire en ville, éminemment divers et dynamiques, mais qui ont un point de départ commun : la perception d'une composante proprement raciale de la ségrégation résidentielle et de l'exclusion socio-économique. Les exemples traités au fil du chapitre permettent aussi de proposer une nouvelle lecture des relations ville-ethnicité, dans laquelle les questions d'échelle et de contexte acquièrent une pertinence particulière. La relation identité – territoire, loin de disparaître en milieu urbain, s'y exprime en effet à des échelles et sous des modalités diverses, à travers des pratiques urbaines témoignant, davantage que les espaces, des appartenances socio-raciales.

Dans un pays marqué à la fois par un conflit armé particulièrement meurtrier et par l'urbanisation croissante de la population, les villes constituent de nouveaux supports au déploiement de la violence. Mais les violences en ville, objet du **Chapitre 5**, n'ont été encore que peu étudiées, à la différence de la violence politique devenue un champ traditionnel de la recherche colombienne avec ses propres spécialistes, les « violentologues ». Ce chapitre dresse d'abord un diagnostic spatialisé de la violence homicide dans l'ensemble des municipes du pays de 1982 à 1998, et dans les villes de Cali et Bogotá à la fin des années 1990. Cette analyse remet en cause les discours classiques associés à la généralisation de la violence. La violence dans les villes colombiennes reste, dans sa majorité, imputable à d'autres acteurs que ceux du conflit armé ; à Cali et à Bogotá, la violence homicide est surtout marquée par les dynamiques de pénétration du grand banditisme en ville. L'analyse de la petite délinquance (principalement les vols) à Cali en 1998, menée à partir d'une enquête de victimisation, remet à l'ordre du jour les interprétations liées à la rupture du lien social et à l'exclusion économique. Dans la capitale calénienne alors soumise à une récession économique et une crise sociale sans précédent, des facteurs délaissés par les violentologues sont mis en lumière. Il en est ainsi, par exemple, de la pauvreté, abandonnée à juste titre dans l'explication du phénomène au niveau national, mais qu'il s'avère nécessaire de considérer dans les grandes villes. La surexposition de la population noire à la délinquance commune constitue bel et bien une dimension importante de la ségrégation ethnique à Cali.

Pour finir, le **Chapitre 6** revient sur une question relativement classique en Colombie, celle de la gestion des villes par ses acteurs institutionnels, en se concentrant sur le cas de Bogotá. La croissance et la taille de cette ville, la complexité des enjeux sociaux et spatiaux qui la caractérisent, l'aspect volontariste et souvent innovant des politiques urbaines dont elle a bénéficié

depuis longtemps, ainsi que la richesse des études et la quantité des sources disponibles sur Bogotá, font de cette ville une figure exemplaire de l'action publique urbaine en Colombie. L'intérêt de cette section est multiple. Non seulement elle procède à un inventaire des politiques publiques menées dans cette ville depuis les années 1950, mais en plus elle tente, chaque fois que c'est possible, de confronter l'action publique à ses résultats, en donnant des indications précises sur l'évolution des principaux secteurs d'intervention publique. Elle permet ainsi d'avoir un aperçu sur les effets – ou l'absence d'effet – du contrôle de l'expansion urbaine, des politiques du logement (notamment populaire), de l'offre de services publics domestiques, de la gestion des transports, ou encore des réformes institutionnelles et démocratiques, depuis l'échelle de l'arrondissement jusqu'à celle de la région métropolitaine. Un examen attentif des politiques sectorielles permet à la fois de remettre en cause une critique volontiers convenue sur l'inefficacité de l'action publique, tout comme il montre, à l'inverse, les limites des réformes menées en matière de décentralisation, de démocratisation et de la promotion de nouvelles formes de participation citoyenne.

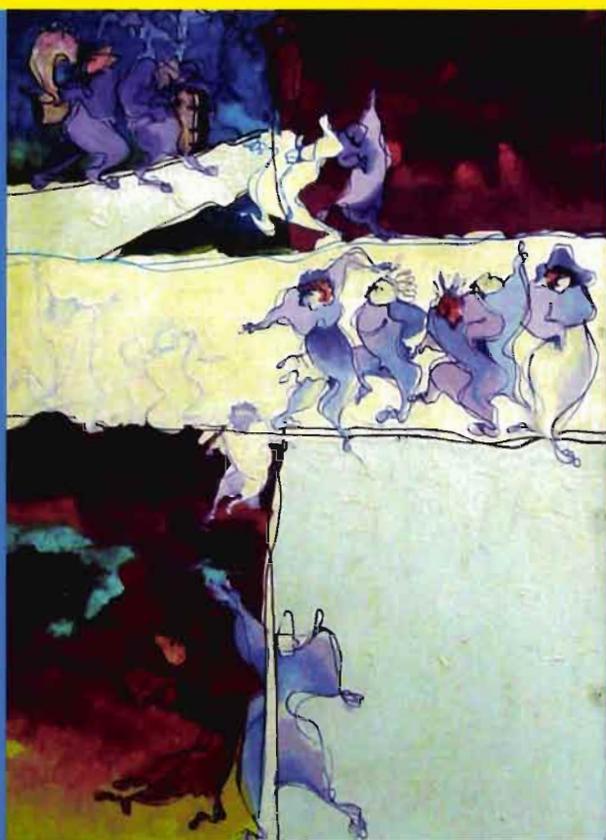
La confrontation de ce chapitre avec ceux qui le précèdent, sur la dynamique du réseau urbain national, sur les mobilités spatiales, sur les formes de ségrégation socio-spatiale ou encore sur les manifestations de la violence intra-urbaine, permet enfin d'établir une synthèse rarement réalisée entre différentes échelles d'analyse du fait urbain colombien, articulant des études du système de villes, des villes et des pratiques des différents acteurs urbains, habitants et décideurs ; ce qui constituait un objectif central de ce livre.

collection  
**VILLES**

Coordonné par  
Françoise DUREAU  
Olivier BARBARY  
Vincent GOUËSET  
Olivier PISSOAT

# *Villes et sociétés en mutation*

*Lectures croisées sur la Colombie*



anthropos

collection **VILLES**  
dirigée par Denise Pumain

Coordonné par  
Françoise DUREAU  
Olivier BARBARY  
Vincent GOUËSET  
Olivier PISSOAT

# ***Villes et sociétés en mutation***

*Lectures croisées sur la Colombie*

Ouvrage publié avec le concours  
de l'UR 013 de l'Institut de Recherche pour le Développement  
et du GIS Réseau Amérique Latine

***Anthropos***

Diffusion : Economica, 49, rue Héricart - 75015 Paris

